

Attribution de temps

se posture les petites entreprises du Canada, et en particulier celles de ma circonscription.

Je vois que j'arrive au bout de mon temps. Avant de terminer, j'aimerais rapporter les propos d'un de mes électeurs qui appelé la ligne directe pour se renseigner au sujet de la TPS. Il s'agit d'un petit entrepreneur. Voici ce qu'il a dit: «Ils m'ont donné d'excellents renseignements au sujet de certaines questions que j'ai posées, mais quelqu'un m'a demandé si je n'aimerais pas mieux aller m'installer dans un autre pays. Je suis Canadien de la troisième génération; mon aïeul est arrivé au début des années 1800. Mon père a combattu pendant la Première Guerre mondiale et moi j'ai combattu pendant la Seconde Guerre mondiale, et je n'aime pas bien qu'on me pose cette question pour l'unique raison que je suis contre la TPS.»

En vérité, cette question exprime bien l'attitude du gouvernement vis-à-vis des adversaires de la TPS. Au lieu de prêter l'oreille aux préoccupations de l'opposition, de les examiner et d'essayer de mettre au point une solution de rechange qui tienne compte de ce que disent les petites entreprises, les personnes âgées et les agriculteurs, il demande la clôture. Il recourt à l'attribution de temps pour mettre fin au débat sur cette question.

Il y a d'autres façons de procéder. Des solutions de rechange ont été proposées par divers groupes, et je crois qu'elles auraient dû faire l'objet de discussions. Le processus aurait d'ailleurs dû commencer par des discussions.

Notre parti a une solution de rechange à la TPS. Nous voulons éliminer cette taxe. Nous voulons entreprendre des discussions avec les Canadiens, les petits entrepreneurs, les agriculteurs et les personnes âgées au sujet de leurs inquiétudes. Je crois que c'est là la meilleure façon de procéder.

Je vois que vous me faites signe que mon temps est écoulé. Je suis heureux d'avoir eu l'occasion de parler de cette question.

[Français]

M. Yvon Côté (Richmond—Wolfe): Monsieur le Président, je ne vous cacherai pas que je suis plus convaincu que jamais de l'importance d'adopter cette législation et d'en finir le plus rapidement possible.

Je le dis avec d'autant plus de conviction que je viens d'entendre de la part de mon précédent collègue des affirmations, des allégations qui ne sont aucunement fondées et qui sont tellement fausses que j'éprouve plus que jamais la conviction d'en finir avec le débat, puisque ces faussetés risquent de faire peur à nos gens et qu'elles

se situent complètement en dehors de la législation que nous nous apprêtons à passer.

Je déplore, entre autres, que mon honorable collègue, que je viens d'entendre, n'ait pas passé plus de temps, puisqu'il est aussi d'arrière-ban, à lire un peu plus la législation et à rapporter à ses commettants dont il a cité quelques exemples—les agriculteurs entre autres et les petites entreprises—il aurait pu leur apporter justement des clarifications pour bien démontrer qu'il était le représentant de sa circonscription. Mais hélas, ce que je viens d'entendre est justement faux.

Alors, il est donc urgent une fois pour toutes, et je le répète monsieur le Président, d'adopter cette loi et d'en finir une fois pour toutes.

D'ailleurs après des années d'études, d'analyses et de rapports sur les problèmes associés au régime actuel que nous connaissons, c'est le temps, plus que jamais, d'agir et non plus de parler et de fausser la réalité.

Au cours des derniers mois, nous avons eu droit à une véritable panoplie de tactiques et d'astuces de la part de nos collègues de l'opposition, et je viens d'en entendre encore un autre exemple.

Est-ce qu'ils ont fait des déclarations pour améliorer le projet de loi? Pas du tout. Est-ce qu'ils ont proposé une alternative au régime actuel injuste? Pas du tout. Monsieur le Président, je n'ai rien entendu de concret dans tous les discours qu'ils ont faits jusqu'à maintenant. Ils n'ont fait que des dénonciations. Ils n'ont fait qu'évoquer des peurs à notre population, et particulièrement à certaines parties de la population tels nos gens et personnes âgées. Tous ces retards et toutes ces difficultés qu'ils ont posés sur notre chemin n'étaient que de la petite politique. Ils ne font qu'illustrer encore une fois le jeu, la tactique traditionnelle de l'opposition, qui est celle de faire peur et de ne pas bouger, de tellement pas bouger qu'on en a récolté justement un héritage négatif, dramatique, tels les déficits annuels accumulés, qui ont fait notre dette nationale, et qui n'ont fait qu'entretenir des systèmes fiscaux que nous avons aujourd'hui et qui illustrent l'iniquité de traitement pour la population.

Les deux partis d'opposition d'ailleurs, monsieur le Président, savent parfaitement qu'il faut maintenant changer notre taxe de vente fédérale actuelle, qui est cachée, et cela de façon radicale. Ils savent parfaitement bien qu'il faut réduire le déficit. . .

M. Young (Gloucester): Vous l'avez augmenté de 45 p. 100 depuis 1984.

M. Côté: . . . et enfin contrôler notre dette pour la faire disparaître. Or dans la campagne, hélas cynique, qu'ils ont menée contre la TPS, les porte-parole de ces deux